

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 4602

[C — 2003/31521]

23 OCTOBRE 2003. — Arrêté ministériel fixant l'octroi de subsides aux communes pour l'aménagement de sens uniques limités

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Travaux publics, du Transport, la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

Vu l'ordonnance du 21 février 2002 concernant l'aménagement de sens uniques limités et portant l'octroi de subsides aux communes pour l'aménagement de sens uniques limités,

Arrête :

Article 1^{er}. Le montant forfaitaire prévu à l'article 3, § 2, de l'ordonnance du 21 février 2002 concernant l'aménagement de sens uniques limités et portant l'octroi de subsides aux communes pour l'aménagement de sens uniques limités est fixé comme suit:

— € 20.000 pour les communes dont la superficie est inférieure à 8 km²;

— € 25.000 pour les communes dont la superficie est comprise entre 8 km² et 16 km²;

— € 30.000 pour les communes dont la superficie est supérieure à 16 km².

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 octobre 2003.

J. CHABERT

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 4602

[C — 2003/31521]

23 OKTOBER 2003. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de toelagen aan gemeenten voor het inrichten van beperkt eenrichtingsverkeer

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Openbare Werken, Vervoer, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Gelet op de ordonnantie van 21 februari 2002 betreffende de inrichting van beperkt eenrichtingsverkeer en houdende toekenning van toelagen aan gemeenten voor het inrichten van beperkt eenrichtingsverkeer,

Besluit :

Artikel 1. De eenmalige toelage voorzien in artikel 3, § 2, van de ordonnantie van 21 februari 2002 betreffende de inrichting van beperkt eenrichtingsverkeer en houdende toekenning van toelagen aan gemeenten voor het inrichten van beperkt eenrichtingsverkeer wordt als volgt vastgesteld:

— € 20.000 voor gemeenten met een oppervlakte van minder dan 8 km²;

— € 25.000 voor gemeenten met een oppervlakte tussen 8 km² en 16 km²;

— € 30.000 voor gemeenten met een oppervlakte van meer dan 16 km².

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 23 oktober 2003.

J. CHABERT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 4603

[C — 2003/31547]

23 OCTOBRE 2003. — Arrêté 2003/351 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile

Le Collège,

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la Politique de la Santé et de l'Aide aux Personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'Aide aux Personnes, de la Santé, des Personnes Handicapées et de l'Insertion socio-professionnelle;

Vu l'avis de la section « Aide et soins à domicile » du Conseil consultatif de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 25 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 9 mai 2003;

Vu l'avis du Membre du Collège chargé du budget;

Vu la délibération du Collège du 17 juillet 2003 sur la demande d'avis donné par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 19 août 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que la situation financière des principaux services d'aide à domicile s'est trouvée déséquilibrée suite à l'application des accords avec le non marchand et qu'il s'avère indispensable de leur octroyer dans les plus brefs délais des moyens complémentaires leur permettant de faire face à leurs obligations.

Considérant la nécessité de permettre un alignement des avantages octroyés par les accords avec le Non Marchand aux services d'aide à domicile par rapport aux autres secteurs de l'Aide aux Personnes et de la Santé notamment en ce qui concerne la reconnaissance de l'ancienneté du personnel, l'octroi d'heures destinées aux obligations syndicales et les frais de fonctionnement des services.

Sur proposition du Ministre, Membre du Collège, chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 27, 1, 3^o de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile, les mots : « pour les prestations à domicile » sont supprimés.

Art. 3. L'article 28, § 2 du même arrêté est complété par la disposition suivante : « 4^o : un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement ».

Art. 4. Dans le même arrêté, un article 29bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 1. Les heures de réunions syndicales prestées par les aides peuvent être assimilées à des heures de prestations à concurrence de :

- Quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du conseil d'entreprise;
- Quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Comité de Prévention et de Protection du Travail - CPPT;
- Quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions de la délégation syndicale.

Le service est tenu de transmettre trimestriellement à l'administration le relevé des heures prestées par les délégués effectifs ou suppléants (aide familial - senior - ménager) pour chaque type de réunion.

Ce document devra être signé par la direction ou par le responsable du service avec la mention « certifié sincère et exact ».

Les heures de réunions syndicales d'un membre suppléant ne sont prises en considération que dans la mesure où il siège en remplacement d'un membre effectif.

§ 2. Les heures destinées aux examens médicaux effectués conformément au Règlement général pour la protection du travail (R.G.P.T.), peuvent assimilées à des heures de prestations.

Le service est tenu de transmettre trimestriellement à l'administration un relevé de ces heures par aide ainsi qu'une copie des attestations délivrées par le service de Prévention et de Protection au Travail ».

Art. 5. L'annexe V « barème des bénéficiaires » du même arrêté est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

Art. 6. L'annexe INM section a et b « Montants forfaitaires - Services d'Aide à Domicile » de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la Politique de la Santé et de l'Aide aux Personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'Aide aux Personnes, de la Santé, des Personnes Handicapées et de l'Insertion Socio-Professionnelle" est remplacée par l'annexe II du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003 à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 8. Le Membre du Collège, compétent pour le Budget, l'Action sociale et la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 octobre 2003.

Par le Collège :

Le Membre du Collège chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille,

A. HUTCHINSON

Le Président du Collège,

E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 4603

[C — 2003/31547]

23 OKTOBER 2003. — Besluit 2003/351 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de diensten voor thuishulp

Het College,

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de opvangtehuizen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen inzake de subsidies toegekend in de sector Gezondheidsbeleid en Bijstand aan Personen en betreffende de wijziging van diverse uitvoeringsbesluiten voor de sectoren Bijstand aan Personen, Gezondheidszorg, Gehandicapte personen en Socio-professionele inschakeling;

Gelet op het advies van de Afdeling Bijstand en Verzorging aan Huis van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheidszorg, gegeven op 25 september 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 mei 2003;

Gelet op het akkoord van het Collegelid bevoegd voor Begroting;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 2003 van het College betreffende de vraag aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 19 augustus 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de financiële situatie van de voornaamste diensten voor thuishulp werd ontwricht door de toepassing van de non-profit overeenkomsten en dat het onontbeerlijk blijkt om hen op de korst mogelijke termijn aanvullende middelen toe te kennen die hen moeten in staat stellen aan hun verplichtingen te voldoen;

Overwegende dat de gelijkschakeling met de andere sectoren van de Bijstrand aan Personen en de Gezondheidszorg moet worden mogelijk gemaakt voor de voordelen die door de non-profit overeenkomsten aan de diensten voor thuishulp werden toegekend, inzonderheid voor de erkenning van de anciënniteit van het personeel, de toekenning van tijdskrediet voor vakbondswerk en de werkingskosten van de diensten;

Op de voordracht van de Minister, Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Sociale Actie en Gezin;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In het artikel 27, 1, 3° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning van en de toekenning van subsidies aan de diensten voor thuishulp, worden de woorden « voor de prestaties aan huis » geschrapt.

Art. 3. Het artikel 28, § 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 4° : een forfaitair bedrag per gepresteerde uur, als tussenkomst in de werkingskosten ».

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 29bis ingevoegd, als volgt gesteld :

« § 1. De uren vakbondswerk verricht door de thuishelpers en -helpsters kunnen worden gelijkgesteld met prestaties, ten belope van :

- vier uren per maand en per afgevaardigde voor hun deelname aan vergaderingen van de Ondernemingsraad;
- vier uren per maand en per afgevaardigde voor hun deelname aan vergaderingen van het Comité voor Preventie en Bescherming op het Werk;
- vier uren per maand en per afgevaardigde voor hun deelname aan vergaderingen van de syndicale delegatie.

De dienst moet elk trimester en voor elk type van vergadering aan het bestuur een overzicht overmaken van het aantal uren vergadering waaraan de effectieve of plaatsvervangende afgevaardigden hebben deelgenomen (gezins-helpers, bejaardenhelpers, huishoudhelpers).

Deze documenten moeten door de directie of door de dienstverantwoordelijke worden ondertekend met de vermelding « voor echt en waar verklaard ».

De vergaderde uren van een plaatsvervangend lid komen enkel in aanmerking als dit lid zetelt ter vervanging van een effectief lid.

§ 2. De duur van de geneeskundige onderzoeken die in overeenstemming met het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming (ARAB) werden uitgevoerd, kunnen gelijkgesteld worden met gepresteerde uren.

De dienst moet elk trimester, per helpster of helper, aan het bestuur een overzicht van deze uren overmaken, samen met een kopie van de attesten afgeleverd oor de dienst Preventie en Bescherming op het Werk ».

Art. 5. De bijlage V « barema van de begunstigen » bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de Bijlage I bij dit besluit.

Art. 6. De bijlage INM, sectie a en b - « Forfaitaire bedragen - Diensten voor Thuishulp » bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen inzake de subsidies toegekend in de sector Gezondheidsbeleid en Bijstand aan Personen en betreffende de wijziging van diverse uitvoeringsbesluiten voor de sectoren Bijstand aan Personen, Gezondheidszorg, Gehandicapte personen en Socio-professionele inschakeling » -, wordt vervangen door de Bijlage II bij dit besluit.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2003, met uitzondering van het artikel 5 dat in werking zal treden op 1 januari 2004.

Art. 8. Het Lid van het College bevoegd voor Begroting, Sociale Actie en Gezin wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel op 23 oktober 2003.

Voor het College :

Het Lid van het College, bevoegd voor Begroting, Sociale actie en Gezin,
A. HUTCHINSON

De Voorzitter van het College,
E. TOMAS